

**A LA RESCOUSSE DE LA NORME : DE L'ENTRETIEN DE LA
LANGUE FRANÇAISE EN SITUATION DE PLURILINGUISME
CAMEROUNAIS**

**Par M. DASSI
Université de Yaoundé I**

Résumé :

L'on a généralement tendance à aborder le problème de la norme grammaticale uniquement sur le plan des structures de fonctionnement de la langue. Ce faisant, l'on oublie que le travail pédagogique – à haute échelle - se réalise en aval d'un autre qui est institutionnel et très déterminant. Ces deux niveaux entretiennent une interaction tellement vivante que l'on ne saurait la négliger au moment d'envisager le destin de la langue. Dans les pays officiellement bilingues ou de fait plurilingues – comme le Cameroun - la langue française, qui joue le précieux rôle de ferment de l'unité nationale, est le plus souvent contrôlée et entretenue dans sa norme par les instances politiques, aidées par de nombreuses structures non gouvernementales. C'est dans cet ordre d'idées que cette langue devient non seulement un bien toujours performant, mais la propriété des francophones passés, présents et à venir.

Mots-clé : Norme, entretien, français, bilinguisme, plurilinguisme, crise, grammatical, pédagogique.

Abstract :

There is a general tendency of approaching the problem of grammatical norm simply from the functional structure of a language. By doing this, we forget that the pedagogic work is realised in accordance with another which is institutional and determinant. The two maintain an important link which cannot be neglected at the moment we envisage the analysis of a language. In officially bilingual or multilingual countries such as Cameroon, the French language which plays an important role in bringing about national unity, is very often controlled and maintained by the government, aided by non-governmental organisations. It is in this order of things that the French language is not only a useful tool but the property for past, present and future francophones.

Key words: Norm; link; French; bilingualism; multilingualism; grammatical; pedagogic.

Introduction :

Dans la Constitution de la République du Camerounⁱ, la place et le statut de la langue française apparaissent sans équivoque auprès des langues concurrentes que sont l'anglais et une multitude de langues locales (250 à 300) – sans compter une poussière de dialectes et autres parlers dérivés. *Officiellement*, le français se trouve en situation de bilinguisme. Sur le terrain, l'évidence n'est pas établie, car l'on constate que la langue française affronte un plurilinguisme tout à fait impressionnant. *De facto*, des différents contacts avec les autres langues se pose réellement le problème de l'entretien d'une langue française souvent perçue comme le ferment et le ciment de l'unité nationale d'une multitude d'ethnies et de tribus. Cet entretien ne peut faire d'elle qu'une langue vivante et efficace de grande communication, une langue *en* et/ou *de* sécurité. L'acuité didactique de ce problème s'accroît lorsqu'on prend en considération non seulement les interférences linguistiques, mais aussi l'appropriation effrénée qu'en font les populations à travers le temps et l'espace.

Comme corollaire au précédent problème, l'enseignant, en situation, s'interroge sur le discours pédagogique à adopter pour ne paraître ni artificieux, ni artificiel, ni périmé, ni hérétique, ni rêveur. Cette même difficulté est encore éprouvée par les élèves et étudiants qui, parfois, se demandent quelle langue utiliser en telle ou telle situations. Cet état de fait est accentué par la tendance des écrivains francophones actuels à reproduire la langue française telle qu'elle est le plus souvent parlée (dans des milieux ciblés) pour produire leurs œuvres. Et du coup l'on peut s'apercevoir que le destin de la langue française est en jeu. Et cela du fait d'une apparente crise linguistique qui semble avoir fait du chemin.

A plus d'un titre, le problème de l'entretien de la langue française normative est sérieux, compte tenu des enjeux. Dans cet article, l'on aborde le problème de la norme grammaticale de la langue française ; problème ainsi posé dans la société camerounaise – qui peut tenir lieu d'archétype - à travers un argumentaire en trois parties : l'état des lieux, les structures et leur incidence sur l'entretien de la langue française normative en situation de plurilinguisme.

1. L'état des lieux :

1.2. Du bilinguisme officiel

Si à titre officiel le français apparaît au même pied d'égalité que l'anglais, sans aucun doute, les données factuelles illustrent un bilinguisme inégalitaire dû au fait que dès l'origine le français et l'anglais n'ont pas eu le même nombre de locuteurs; encore moins ces deux langues couvrent-elles la même étendue géographique. Ce qui est tout à fait clair, c'est que le bilinguisme véritable est ici, avant tout, une quête autant sociopolitique qu'individuelle. Un fait est incontestable : le bilinguisme est exigé aux niveaux de la pédagogie générale et de la gestion sociale par une volonté politique manifeste et sans équivoque. Non seulement tous les textes officiels sont publiés en français et en anglais partout où besoin est, mais il est pratiquement impossible d'accéder à un poste de gestion de la société à titre officiel sans une certaine connaissance du français et de l'anglais. Perçu du point de vue du francophone, ce bilinguisme est évaluable en fonction des acteurs et des circonstances :

— un bilinguisme passif : l'interlocuteur comprend le français, mais n'est pas apte à formuler une réponse cohérente et complète en cette langue. Pour montrer que la

communication est effective, l'interlocuteur fournit une réaction conséquente ou une réponse appropriée, mais dans la langue anglaise. Ce bilinguisme de traduction se vit dans la plupart des situations où s'accroissent le scrupule et la peur de commettre des fautes. Ce comportement affecte le plus souvent des intellectuels de haut rang. On l'a souvent constaté lors des points de presse, des tables rondes et autres joutes oratoires. Cette pratique est en net recul, car chaque intellectuel, de nos jours, tient à soigner son image d'homme du monde.

— un bilinguisme de situation : pour des raisons de persuasion, d'ordre professionnel, de communication personnalisée, l'on est amené à vaincre la réticence pour mieux mériter son intégration. Cette situation n'affecte que peu de camerounais du fait de l'usage très répandu de la langue française; cela étant aussi dû à la grande masse des locuteurs francophones : 80% des Camerounais.

— un bilinguisme académique : de la maternelle à l'université, ce bilinguisme met en contact le français et l'anglais normatifs. Il est largement manifesté entre personnes bien lettrées, mais d'ethnies, de cultures ou de pays différents. Son cadre de prédilection est institutionnel : salles de classe et administration, notamment. Ici, le français ne souffre pas des mêmes écueils que l'anglais (entamé par le pidgin-anglais et le camfranglais, qui sont perçus par les francophones comme des parlers bas, généralement réservés aux analphabètes ou à des cercles restreints et familiers). C'est dans ces conditions que l'on peut lire sur le campus de l'université du ressort anglo-saxon de Buea des pancartes interdisant l'utilisation du plus qu'envahissant pidgin-anglais dans ce milieu. La langue française, en situation de bilinguisme institutionnel, ne connaît vraiment pas de forme linguistique réellement concurrente.

Bien évidemment, le français est la langue de communication et de formation - dès l'enfance - des huit dixièmes de Camerounais, c'est-à-dire, géo-administrativement, de huit provinces sur dix; encore que les notions d'anglophone et de francophone ne soient pas pour nous rigoureusement et nécessairement circonscriptibles. Tout le monde le sait : de nos jours, quelques familles francophones scolarisent leur progéniture dans des écoles anglophones et vice versa. Peut-être faut-il le souligner : aucune école, aucun collège n'est *exclusivement* anglophone ou francophone. Point n'est pour nous question d'établir une égalité mathématique entre locuteurs anglophones et locuteurs francophones, car cette situation a déjà été évoquée plus haut. C'est ici le lieu de relever l'existence d'une licence bilingue à l'Université de Yaoundé I, en pleine capitale de la République du Cameroun

En somme et toutes proportions gardées, la langue française pratiquée au Cameroun évolue bel et bien en situation de bilinguisme officiel, sans en souffrir réellement. Au contraire, l'on pourrait même, après certaines évaluations, s'apercevoir que la langue de Claude Favre de Vaugelas tire de cette situation une certaine vigueur.

1.3. Du choc des langues à une crise linguistique :

Chacune des deux langues du bilinguisme officiel camerounais connaît un type spécifique de crise. Celle du français a duré une bonne douzaine d'années : approximativement de 1985 à l'an 1997. Nous pensons à l'ère du camfranglais, une espèce de sabir constitué d'éléments provenant du français, de l'anglais, du pidgin-anglais, des langues camerounaises et de bien d'autres sources difficiles à établir. L'année 1985 que nous évoquons ici correspond à peu près au zénith de la gloire du très célèbre artiste (musicien) camerounais « Lapiro (de Mbanga) », alias « Ndinga Man ». Cette année-là, la gloire de cet

artiste est bâtie sur la langue de sa musique d'abord, et ensuite seulement sur sa thématique. La langue dont il fait usage est un mélange de français et de pidgin-englishⁱⁱ. En raison de sa thématique fondée sur des revendications sociales, elle est tout de suite adoptée par le peuple enthousiaste des vendeurs à la sauvette et autres petits commerçants et débrouillards qui se considèrent alors comme des laissés-pour-compte. On les rencontre dans toutes les grandes villes camerounaises de l'époque.

Le Cameroun vit alors une crise économique aiguë qui atteint sa vitesse de croisière avec la baisse des salaires des personnels de sa fonction publique - en 1993. En raison de la baisse très sensible du taux de scolarisation et de la montée du chômage qui en découlèrent, la langue française de la vie civile prit alors un sérieux coup. Le français normatif s'enferma dans les écoles et la vie administrative. Le nouveau mode illicite de communication, le camfranglais, se développa dans la rue, les marchés, les stades de football, les salles de cinéma, investit les grands centres commerciaux et tenta même une percée sur des campus scolaires des grandes villes. C'est en 1996 que cette espèce de sabir amorça, de façon irréversible, son déclin et, en conséquence, la langue française reprit son évolution d'antan.

Sur un autre plan, la montée fulgurante du camfranglais - qui a pour épine dorsale, il faut le souligner, le pidgin-english - a sérieusement entamé l'évolution de l'anglais académique, concurrent officiel du français. L'on a vu des dramaturgesⁱⁱⁱ écrire en pidgin-english afin que leur message puisse mieux porter. Déjà avant la naissance du camfranglais, l'anglais, en zones dites anglophones, était tout simplement remplacé dans la vie civile (la rue, les marchés, les dispensaires, les hôpitaux, l'église...) par le pidgin-english. L'on en a fait l'expérience pendant la période électorale en 1992 : dans les zones ici indexées, tout (ou presque) s'est dit et fait en pidgin-english, même si les différents rapports ont été consignés en anglais. Pour les mêmes événements, en zones dites francophones, tout s'est fait en français, car le camfranglais ne s'est jamais imposé comme langue de communication sociale.

Bref, sur le terrain des concurrences linguistiques, le français et l'anglais n'ont pas connu les mêmes difficultés. En clair, le camfranglais a constitué un frein à la bonne pratique de deux langues officielles au Cameroun : l'anglais, d'abord, mais de façon drastique, et le français, ensuite. Son déclin aujourd'hui incontestable illustre à suffisance la très nette évolution actuelle de la langue française au Cameroun ; une évolution tributaire d'un entretien ininterrompu de la langue française normative.

2. Des structures de l'entretien de la langue française :

2.1. Des artistes humoristes et/ou musiciens :

Le marquage régional de la langue française pratiquée au Cameroun a longtemps été vécu comme un phénomène normal, car non critiqué de façon systématique. Il est généralement sensible et appréciable en fonction du confort intellectuel ou de l'origine de son auteur. Entre 1985 et 1997, ce marquage qui alimente la régionalisation et une certaine appropriation de la langue française pratiquée au Cameroun a donné aux artistes humoristes et à des musiciens un filon aussi riche qu'utile. En fins psychologues, anthropologues, sociolinguistes, psycholinguistes et, surtout, en pédagogues, ils l'ont exploité pour produire des *best-sellers*. Ils ont su ainsi transformer, par leurs œuvres, la très célèbre maxime

classique « castigat ridendo mores » en « castigat ridendo linguam »^{iv}. Il s'agissait, pour eux, de tourner en dérision et le locuteur indélicat et la faute de langue commise, afin que ce qui est répréhensible soit condamné à jamais - et qu'on n'y revienne plus.

Entre autres artistes se sont illustrés de fort belle manière Dave K. Moktoï – avec « l'Homme bien de là-bas » – Dieudonné Afana – dans les différents rôles du personnage Jean Miché Kankan – Daniel Ndo – à travers le personnage de l'Oncle Otsama – Jacky Biyong et Libog l'Africain. De nos jours, l'humoriste Kouokam Narcisse continue d'y exercer, notamment à travers son album sonore intitulé « Le téléphone circulaire ». Les œuvres de ces artistes voient le jour au moment où le grand public en a besoin et en consomme frénétiquement, d'abord pour en savourer la pointe humoristique et fort plaisante.

En effet, avec la précision et la rigueur du linguiste doublé de l'instituteur de la première heure en Afrique, ils ont dûment traqué et recueilli la plupart des fautes, des erreurs, des confusions et des méprises phonétiques, lexicales, sémantiques, morphosyntaxiques, bref grammaticales qui affectaient les différentes pratiques (régionalisantes) du français. Leurs travaux ont donc couvert les domaines majeurs de la grammaire normative moderne. Ce qui a attesté de leur grande culture et de leur bonne formation dans la langue de Bossuet.

Leur maïeutique est fort simple et même recommandable : en évitant la terrible dichotomie du type « dites... ne dites pas... » d'autrefois et en tournant en dérision l'indélicatesse récurrente, ils sont parvenus à (re)conditionner les comportements verbaux des citoyens camerounais d'un certain confort linguistique. Ils ont perçu juste, car le Camerounais abhorre le ridicule, tout en sublimant et en recherchant l'idéal. Ils ont usé, le plus souvent, de raillerie verte et parfois de moquerie rude, pour dissuader des locuteurs maladroits, symboles évocateurs de communautés linguistiques camerounaises apparemment évidentes; locuteurs qu'il faut instruire et ramener à la pratique de la langue normative - en en faisant d'excellents locuteurs francophones. Sans relâche, ils ont combattu le non-respect du français correct.

Tous ces artistes ont été sensibles au problème des accents régionaux qui parfois obstruent la compréhension immédiate du message. Ils ont réussi à faire reculer nettement le marquage phonétique du français pratiqué au Cameroun. Avant leur intervention, il était aisé, même parmi des personnes bien lettrées, de procéder à une identification tribale ou régionale en se fondant tout simplement sur les accents marquant la prononciation. L'on parlait alors d'accent caractéristique du Bamiléké, du Bassa, du Beti, de l'originaire des provinces anglophones et de celui de la partie septentrionale du Cameroun.

Tous ces accents ont été soigneusement étiquetés et maîtrisés par des artistes camerounais. Et avec beaucoup de doigté, ils en ont fait le diagnostic pour mieux constater et montrer qu'il s'agit, ni plus ni moins, d'une tare linguistique (du reste curable) que de ne pas s'adapter aux contraintes phonétiques pertinentes d'une langue d'adoption. Concrètement, l'on a remarqué l'effort de prononciation du son [R] produit [K] devant consonne (ex. : marché, tordre, tartine) ou [ɛn] (= èn) réalisé [ɛŋ] (ex. : hellène) chez des locuteurs Bamiléké. Le roulement et l'inflation du [r] au lieu du grasseyé [R] sont désormais très bien contrôlés chez des locuteurs de la partie septentrionale du Cameroun. Peut-être faut-il le mentionner, les accents régionaux évoluent de nos jours *en très grande* perte de vitesse, à telle enseigne que l'on ne cesse de se demander si l'uniformisation de la prononciation n'est pas en train de

courir vers sa vitesse de croisière, vu les infrastructures qui y interviennent (in)formellement. L'on pourrait bien allonger la liste validant l'apport des humoristes camerounais à la correction et à l'entretien du français ici pratiqué ; l'on relèverait des incongruités morphosyntaxiques ou sémantiques qui ne rentrent aucunement dans les particularités régionales susceptibles d'accroître la puissance expressive du français et qui ont été condamnées. Dès lors, il est important de voir quel rôle indéniable l'audiovisuel a joué et continue de jouer en tant infrastructure d'entretien et d'amélioration de la langue française dans toute sa fonctionnalité au Cameroun.

2. 2. L'audiovisuel et l'informatique :

Avec la libéralisation des médias, le Cameroun est arrosé par une multitude de radios (qui émettent sur la bande FM (Modulation de Fréquence)) et de chaînes de télévisions. Au moins les 90 pour 100 de ces médias sont francophones et pratiquent une langue française courante généralement correcte (ou normative). Cette très vivante présence de la langue française sur les médias de proximité amène les populations, à travers les sujets (socioculturels...) qui sont abordés ou vulgarisés, à se familiariser avec elle. A côté de la CRTV (Cameron Radio and Television) évoluent de puissantes radios intercontinentales, telles que RFI (Radio France Internationale), la BBC (British Broadcasting Corporation), Africa N°1, pour n'en citer que les plus remarquables. Les radios privées, tout à fait bien représentées, sont en plein épanouissement et se livrent une concurrence sans merci dans la promotion de la langue française normative. La sémantique, la morphosyntaxe, la lexicologie sont particulièrement prisées. A titre d'exemple, l'on a vu à la CRTV^v la très célèbre compétition de la maîtrise du lexique du français appelée « Cherchez le mot ». Elle a suscité un engouement populaire mémorable au Cameroun et dans les pays voisins. Lorsque cette compétition passait à la télévision, la jeunesse scolaire et toute autre personne cultivée s'y exerçaient devant le petit écran.

Le principe du jeu était simple. Il y a un jury équipé de dictionnaires de la langue française, en l'occurrence ici le *Petit Larousse* et le *Petit Robert*. Le président du jury tient deux caisses de lettres : dans l'une, des voyelles mélangées et en très grand nombre; dans l'autre, des consonnes aussi mélangées et autant nombreuses que les voyelles de la première caisse. A son tour, chacun des deux concurrents qui s'affrontent commande au hasard de la dénomination générique le nombre de lettres requis par la règle du jeu. Il peut, par exemple, commander : consonne + consonne + consonne + voyelle... La lettre commandée est tirée au sort par le président du jury. Le concurrent qui trouve le mot le plus riche en lettres tirées remporte le tour engagé. Si le mot trouvé paraît étrange, les membres du jury en vérifient l'attestation dans les dictionnaires. Les points gagnés ne sont attribués que si le mot formé est attesté par les dictionnaires de référence. La compétition est dotée de lots persuasifs. A la fin d'une saison de cette compétition, un classement national est établi qui fait des émules.

Ladite compétition se déroulait vraiment au moment où se vivait la crise du français, à l'ère de la montée du camfranglais. La conséquence immédiate : beaucoup de personnes qui en avaient perdu l'habitude ont renoué avec la consultation du dictionnaire de la langue française. La distribution de ces dictionnaires a connu un coup d'accélération. L'on a vu des clubs « cherchez le mot » se former et se multiplier sur des campus scolaires et même un peu partout dans le pays. Le cours d'orthographe est sorti des salles de classes pour investir le pays tout entier. La conscience de la norme s'est accentuée et s'est partagée à travers la

population (non)scolaire. Depuis lors, ce type de jeu a pris des formes diverses à travers les radios privées. Il n'est donc pas surprenant de suivre par une de ces nombreuses radios une compétition interactive de lexicologie ou de sémantique pratiques.

Puisque de par sa vocation à informer en formant la télévision camerounaise est très suivie par les scolaires, une série d'émissions éducatives ont vu le jour. Ce qui attire le plus notre attention ici, ce sont les émissions sur la langue française. L'on n'oubliera pas de si tôt l'utilité et l'impact de l'émission « le français tel quel » sur la grande population des scolaires. A cette occasion, des établissements scolaires ont constitué des équipes vraiment compétitives qui ont donné à l'émission tout son éclat. L'on admirera le doigté du jury à varier les questions de langue; et cela en fonction de leur intérêt. La lecture attentive de la grammaire française et la conscience de sa mise en pratique ont été remises au goût du jour. C'est ainsi que la jeunesse scolaire s'est de plus en plus imprégnée de la langue française normative dans tous ses contours, au détriment des formes essentiellement instables telles que le camfranglais et le pidgin-english qui ne sont pas enseignés. Ces formes instables et très poreuses sont considérées comme des manifestations d'une scolarité nulle ou remarquablement lacunaire. Elles symbolisent donc la difficulté à pratiquer une langue française normative en violant un certain confort intellectuel, social et même moral.

Plus haut, nous avons souligné la remarquable présence de la Radio France Internationale, émettant en Modulation de Fréquence au Cameroun. Tout le monde connaît le prestige qui auréole la personnalité de cette radio ici. Ce qui laisse entrevoir la proportion des auditeurs qui suivent les cours précis et concis de langue – « Parler au quotidien », « La danse des mots », etc. - faits quotidiennement par le service pédagogique de ladite radio, avec le concours du Centre National de Documentation Pédagogique (français). Ce cours est repris en relais par des radios privées. Il n'y a qu'à suivre quelques discussions de (non)scolaires pour en comprendre la portée : le doute et l'équivoque sont généralement levés sur une question pratique et sensible de la langue française; une langue française de plus en plus ancrée dans la socioculture et les ménages camerounais.

Au Cameroun, l'heure est à la découverte et à la consommation frénétique des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Nous n'insisterons pas ici sur la programmation et l'échelonnement de l'informatisation des lycées et collèges en cours d'exécution. Dans les universités camerounaises, l'informatisation est une réalité incontestable. Dans cette optique, par exemple, l'on a découvert avec une satisfaction certaine la fenêtre fort intéressante créée sur son site internet par RFI. Elle s'appelle « Apprendre à enseigner ». Quand nous savons qu'enseigner, c'est en apprendre et qu'on ne peut enseigner qu'après en avoir appris, nous nous apercevons que RFI offre ainsi au monde entier – et aux Camerounais – un instrument utile à l'épanouissement et à l'entretien du français normatif. Nous ne le dirons jamais assez, l'on note dans les établissements scolaires et universitaires, ainsi que dans la multitude de cyber cafés des villes déjà connectées à l'internet un engouement quasi frénétique des Camerounais. De plus en plus, l'on y va pour faire de la recherche, y compris pour utiliser ou pour apprendre, parfois sans en avoir conscience, la langue française. Que de grammaires interactives, que de dictionnaires spécifiques, que de leçons prêtes à consommer, que de bibliothèques vivantes qui illustrent la langue française normative en ligne ! De plus en plus, l'effet cyber campus s'affirme, avec ses cyber élèves, ses cyber étudiants et ses cyber enseignants. Décidément, l'heure est à

l'enseignement/apprentissage par les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

2.3. Des Centres Culturels aux Alliances Françaises :

A Yaoundé et à Douala, il y a des Centres Culturels Français équipés de bibliothèques et de salles de lectures pour enfants et adultes. A en juger par le nombre d'affiliations et d'inscriptions, l'on infère facilement et à juste titre que ces centres participent de l'animation et de l'entretien de la langue française. Les enseignants des lycées et collèges et ceux de l'enseignement supérieur ne manquent d'y envoyer leurs élèves pour qu'ils s'habituent à la recherche (personnelle) en langue française. Cette langue y est entretenue à travers les multiples facettes de sa réalisation. Qu'il s'agisse de forme écrite ou parlée, cette langue est exprimée et vécue à travers les différentes sensibilités socioculturelles de la francophonie. C'est généralement dans ces Centres Culturels que se produisent la plupart des troupes théâtrales de la ville qui véhiculent la culture camerounaise à travers la langue française. On l'a bien constaté, c'est le lieu de vulgarisation du cinéma, du livre et des tables rondes francophones.

Dans certaines villes – Bamenda, Buea, Dschang, Garoua et Ngaoundéré, pour le moment - des Alliances Françaises ont été créées pour jouer pratiquement le même rôle que les Centres Culturels Français, mais à une échelle inférieure. Ce sont, prioritairement, des centres d'entretien linguistique et d'animation d'actions culturelles. Ces *alliances* favorisent l'usage et l'appropriation de la langue française.

L'action des Alliances est renforcée par les Centres de Linguistique (Pilotes) où, pour des besoins spécifiques, de grands commis de l'État et autres personnalités (camerounaises ou étrangères) apprennent la langue française normative dans des conditions appropriées. Ce qui est clair, c'est que la politique du bilinguisme est rigoureusement appliquée.

Les actions ainsi entreprises connaissent sur place l'appui de l'Agence Internationale de la Francophonie à travers sa Direction régionale. Depuis quelques années, le dynamisme de cette structure se confirme. L'une des preuves, même banale, est la multiplication des clubs Francophonie sur les campus scolaires et universitaires. Ces clubs connaissent beaucoup de succès et recrutent de plus en plus des membres. Le Camerounais tout court est fier d'y rentrer pour peaufiner sa langue française. Par cet argument, l'on souligne que la défense de la langue normative est échelonnée du traditionnel cours de grammaire normative aux activités qui, indirectement, y mènent.

2. 4. Des structures éducatives :

Puisque ce sont elles qui orientent le plus souvent vers la vie socioprofessionnelle au Cameroun, il est difficile de ne pas voir la présence de ces structures dans tous les domaines. Au Cameroun, créer une école – elles sont bien nombreuses et continuent de se multiplier – revient (in)directement à accroître les possibilités d'apprentissage de la langue française académique. Chaque année, le Ministère de l'Éducation Nationale publie une nouvelle liste

d'écoles à ouvrir. En toute logique, la langue française comme véhicule d'enseignement/apprentissage, n'a cessé de s'épanouir. L'éclatement de la grande Université de Yaoundé en 1993 en six universités d'État (Buea; Douala; Dschang; Ngaoundéré; Yaoundé I et Yaoundé II) a facilité le quadrillage du territoire; cela pour le grand partage des hautes études et le recul de l'analphabétisme. Grâce à la recherche de l'excellence, la pratique de la langue française n'en est sortie que revigorée, surtout quand on sait que dans les universités les étapes conclusives fondamentales requièrent la rédaction et la soutenance d'un mémoire ou d'une thèse. D'après certaines statistiques, sur 10 mémoires, 8 sont francophones.

L'on ne pourrait occulter la mission assignée et au Ministère de l'Éducation Nationale et au Ministère de l'Enseignement Supérieur sur la qualité de la langue à enseigner. Les structures techniques appropriées, au vu des contenus des programmes d'enseignement de la langue française, n'ont que suffisamment insisté sur la place à accorder à la norme du français. Juste pour l'évoquer, au Département de français de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, une Unité de Valeur (d'Enseignement) est intitulée Grammaire Normative. Elle fonctionne dans tous les cycles traditionnels de formation, c'est-à-dire du DEUG (Diplôme d'Études Universitaires Générales) au DEA (Diplôme d'Étude Approfondie). Des thèses sont donc préparées et soutenues dans cette discipline à l'Université de Yaoundé I.

Dans le précédent ordre d'idées, l'on a salué l'introduction, depuis près d'une dizaine d'années déjà, d'un enseignement spécifique de langue française dans le Second Cycle des lycées et collèges du Cameroun. A l'origine de cet enseignement figure le constat d'un passage à vide linguistique de la sortie de la classe de troisième (pour la seconde « littéraire ») à l'entrée à l'université. Cet enseignement spécifique qui se fonde généralement sur le style revient en temps opportun (?) sur quelques points sensibles de la grammaire française, même s'il faut déplorer ici l'absence d'une étude hardie fondée sur l'analyse grammaticale des éléments linguistiques; une analyse dont les acquis sont évidents, en dépit des griefs possibles.

A peu près dans le même sillage et pour soutenir l'action pédagogique des lycées et collèges, un concours national d'orthographe – en partenariat avec une brasserie camerounaise - est lancé depuis 1988 par le ministère de l'éducation nationale. Cette motivation amène les élèves à travailler dans le sens de la maîtrise de la phonétique, de la lexicologie, de la morphologie, de la syntaxe et de la sémantique française, y compris leurs corollaires. Depuis lors, des journées et autres séminaires pédagogiques ne cessent d'insister sur la qualité de la langue à enseigner ou à apprendre.

2. 5. Les structures religieuses :

Au Cameroun, deux grandes religions révélées couvrent la quasi-totalité du territoire : le christianisme et l'islam. A la faveur des progrès indéniables de l'alphabétisation et de la scolarisation, à la faveur des voyages, des grands brassages des populations camerounaises et étrangères, le français, langue de grande communication, s'est imposé. Dans les grandes villes, puisqu'elles sont cosmopolites et rassemblent presque les trois quarts de la population camerounaise, les religieux de tous ordres se mettent au pas de la langue. En observant les programmes des différentes obédiences, il est clair que les prêches en une

langue locale existent mais évoluent comme une peau de chagrin, du fait de l'évolution des langues officielles. Les exemples les plus patents nous sont offerts par les médias audiovisuels. Une émission comme « Connaissance de l'islam » télédiffusée par la CRTV a su progressivement s'adapter à l'auréole de la langue française courante et correcte. Par ailleurs, les messes, les cultes et autres cérémonies religieuses chrétiennes adoptent généralement la langue française, langue de grande communication. Les structures de la langue française sont donc éprouvées à travers l'expression religieuse.

2. 6. Édition, imprimerie et presse écrite :

La tradition l'a toujours bien montré : s'il est une structure qui se conforme, fût-ce de façon servile au code de l'écrit, à l'application sans réserve de la norme de la langue, sauf dérogation exceptionnelle, c'est la maison d'édition. Cela est dû au fait qu'elle a une image déjà sublime à entretenir. Dans cette tâche évoluent en tandem l'éditeur et l'imprimeur. Le fait que le Cameroun dispose d'un bon nombre de maisons d'éditions^{vi} et d'imprimeries, en plus d'une poussière de sous-traitants, est tout à fait révélateur de l'intérêt accordé à la production et à la diffusion de la langue normative sur support papier ; cela en français, surtout lorsqu'on sait que les neuf dixièmes desdites maisons d'éditions sont francophones.. Cette activité de production de la langue à lire a été accélérée, ces dix dernières années par la mise à contribution des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. C'est ainsi que dans les grandes villes du Cameroun se multiplient les enseignes portant la mention *micro-éditions*. La conséquence immédiate de cette riche activité de production du texte écrit est sensible dans les structures de distribution appropriées.

Dans les tabacs, kiosques à journaux et autres librairies des grandes villes camerounaises se déploient, auprès de *Cameroun Tribune*, « le Grand Quotidien National Bilingue », au moins une cinquantaine de titres. Ces titres de la presse dite privée couvrent la quasi-totalité des domaines de la vie sociale : politique, économie, droit, santé, école, administration, sport et jeux, religion, culture, communication, pour dire peu. Ces journaux, aux titres souvent sensibles, touchent l'intégralité des Camerounais scolarisés. Le lectorat est considérable. Le plus important, c'est que, depuis une bonne décennie, du fait de la critique universitaire généralement acerbe et de la concurrence, la langue des journaux évoqués est de plus en plus soignée, de plus en plus normative – en dépit de quelques particularismes qui ne sont rien d'autre que des écarts enrichissants proposés à la pratique de la langue française au Cameroun^{vii}. Bien évidemment se rencontrent trois ou quatre titres^{viii} qui publient en français et en anglais et deux ou trois autres qui s'abreuvent aux sources d'une expression généralement marginale^{ix}.

En somme, les éditeurs, les imprimeurs et la presse écrite œuvrent incontestablement dans la diffusion de la langue française courante et pratique. Sans la rendre tyrannique, ils vulgarisent ainsi une langue française de plus en plus normative et de plus en plus vivante et bien consommée.

3. Incidence et perspectives de l'entretien de la norme :

La première incidence de cet entretien de la langue française, c'est son implantation et son impact sur la vie camerounaise. Cette implantation, de nos jours, est indéniable. Elle a

même véritablement atteint l'un de ses objectifs politiques majeurs : affermir l'unité nationale de la multitude des ethnies camerounaises. Dans les grands centres urbains, le brassage des populations et la création des associations de développement économique et social marquent la vie communautaire des populations. L'on s'aperçoit même que la langue de communication facile dans les regroupements homogènes par ethnie ou par village, c'est de plus en plus la langue française, car c'est elle qui est utilisée pour enregistrer et présenter les rapports d'activités. Dans les quartiers de la plupart de nos grandes villes, à la faveur du cosmopolitisme, toute la jeunesse, de la prime enfance à l'adolescence, parle généralement la langue française. Elle est devenue chez ces jeunes la langue première, puisqu'elle est parlée dès le « berceau ». De nos jours, un nombre non négligeable de jeunes citoyens ignorent leur langue de tribu, remplacée par la langue française.

L'incidence de cet état de choses est considérable au niveau pédagogique. L'enfant va à l'école pour apprendre à lire, à écrire, à bien réfléchir et à « calculer ». Contrairement au passé, très peu y vont pour commencer d'apprendre à parler et à comprendre la langue française. La fonctionnalité des infrastructures d'entretien de la norme incite à reconsidérer les contenus, les supports et les méthodes d'apprentissage (et d'enseignement) de la grammaire française *lato sensu*. Par réalisme, l'on pourrait envisager un sérieux programme de réactualisation et réadaptation d'une pédagogie efficace de la langue française. Il est facile de remarquer qu'à Yaoundé ou à Douala, dès la crèche, les enfants parlent déjà français. C'est leur langue. *De facto*, son statut évolue inexorablement. C'est dans les zones campagnardes et dans les zones mitoyennes (entre les villes et les campagnes) qu'il connaît véritablement son statut de langue seconde : celle qui est apprise après connaissance d'une langue maternelle (ou première).

Une bonne réadaptation pédagogique d'un entretien sain et réaliste de la langue française normative gagnerait à savoir prendre en considération les particularités régionales. Il s'agit de particularités et non d'inepties générées par l'incompétence linguistique. Par scrupule, le discours pédagogique, administratif ou officiel n'accepte jusqu'alors que les particularités lexicales d'origine africaine enregistrées soit par *le Petit Larousse illustré*, soit par *le Petit Robert*. Seule la presse écrite, bien audacieuse, distille les particularités lexicales fréquentes à longueur de colonnes. L'entretien de la norme du français central est tellement présent au Cameroun qu'il génère une censure tacite, mais très active.

Conclusion :

Le point de départ de cet article était une réflexion sur la langue française normative; une langue française solidement implantée au Cameroun, en contexte de bilinguisme officiel, mais de plurilinguisme de fait. Comme instrument au service de l'unité nationale à travers la gestion de la vie politique, culturelle, professionnelle, administrative, scolaire, économique, pour peu dire, cette langue, pour conserver son auréole, méritait un entretien tout à fait particulier.

Pour mieux présenter les structures de l'entretien de la langue française normative, il fallait d'abord valoriser les menaces que cette langue a connues et continue d'affronter. Ici, l'on s'est aperçu qu'au moment où un vent exacerbé des libertés soufflait sur le Cameroun – les années 90 -, la langue française a connu l'épreuve d'un camfranglais en verve; lequel

camfranglais, aux côtés du pidgin-english, a contribué à affaiblir considérablement la pratique de l'anglais normatif, langue concurrente du français sur le plan officiel au Cameroun.

Au moment où la langue française normative souffrait le plus des assauts de la rue (dominée par le camfranglais), les pouvoirs publics, renforcés dans la tâche par une série de structures non gouvernementales – nationales et internationales -, ont ouvert les hostilités. Que la langue française normative – qui actuellement évolue en toute sérénité – ait recouvré ses lettres de noblesse résulte de l'acharnement à la (re)conquête d'une gloire qui était réellement en péril. L'on s'est aperçu que les structures politiques, sociales et communicationnelles s'y sont investies à fond. Le camfranglais et toute autre forme de créolisation ou de pidginisation de la langue française au Cameroun sont sinon en pleine fossilisation, tout au moins en voie de disparition. Bien que la tâche des normativistes ne soit pas achevée – puisque se pose dans notre milieu et à l'échelle intercontinentale le fameux problème de l'usage des particularités linguistiques -, elle inspire de plus en plus confiance.

NOTES

- ⁱ) « La République du Cameroun adopte l'anglais et le français
Comme langues officielles d'égale valeur.
Elle garantit la promotion du bilinguisme sur toute l'étendue du territoire
Elle œuvre pour la promotion des langues nationales. » *Constitution de la République du Cameroun* de 1996, alinea 3.
- ⁱⁱ) Ce chanteur-compositeur présenta des titres aussi significatifs que « No make erreur ! » où l'on voit effectivement réalisé le mélange du pidgin et de l'anglais (« no make »), et du français « erreur ». Dans cette chanson, les trois langues se côtoient allègrement pour faire une morphosyntaxe inattendue et horrible à l'intellectuel de l'époque, mais tout à fait exquis à l'homme de la rue et surtout au vendeur à la sauvette du moment.
- ⁱⁱⁱ) Nous pensons par exemple à la pièce théâtrale « *Come no go* » de Bole Butake et Gilbert Doho, tous professeurs à l'Université de Yaoundé, au Département d'Art et Spectacle. Cette pièce est passée à la télévision camerounaise au cours d'une émission culturelle qui avait pour invités du plateau les deux co-auteurs.
- ^{iv}) Le nominatif se rapportant au verbe « castigat » étant implicitement l'œuvre produite.
- ^v ° Le plus souvent, l'on distingue la CRTV-radio et la CRTV-télé, pour que l'on sache si l'émission est télévisée ou radiodiffusée seulement.
- ^{vi}) L'on pense notamment aux Presses Universitaires de Yaoundé, aux Presses de l'Université catholique, aux Éditions CLE, Aux Presses Universitaires d'Afrique, à SOPECAM, à CEPER, à l'imprimerie Saint-Paul, à l'imprimerie nationale, à l'imprimerie adventiste.
- ^{vii}) L'équipe Cameroun IFA-IFACAM (Inventaire des Particularités du Français d'Afrique – du Cameroun) dirigée par Jean Tabi-Manga a établi une base de données qui rend compte de la dynamique du français au Cameroun. N'y figurent que des particularités non qualifiables de fautes.
- ^{viii}) Nous pensons à *Cameroon tribune*, quotidien gouvernemental, à *l'Effort camerounais*, bi-mensuel catholique d'information, et à *l'Action*, publication du comité central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (parti politique)
- ^{ix}) Cette expression marginale est une langue française truffée d'argot; cette langue s'apparente à une formule simplifiée du camfranglais (qui est une dégénérescence fusionnelle du français, de l'anglais, du pidgin-english, de certaines langues camerounaises et même étrangères, en un code permissif et apparemment anarchique). Deux journaux satiriques (rappelant le podium du guignol) en raffolent : *l'Expression de mami wata* et *le Messenger popoli*.

BIBLIOGRAPHIE

- BRESSON, F., « Acquisition et apprentissage des langues vivantes », *Langue française : Apprentissage du français langue étrangère*, n° 8, déc. 1970, pp[24-30]
- CANU, G., « Le français, langue seconde, en Afrique noire », *Le Français Moderne*, n°47, (3), pp[197-207]
- COSTE, D., « le Renouveau méthodologique dans l'enseignement du français langue étrangère : remarques sur les années 1955-1970 », *Langue française : Apprentissage du français langue étrangère*, n° 8, déc. 1970, pp[7-23]
- De FÉRAL, C., « le Français en Afrique noire, faits d'appropriation », *Langue française : le français en Afrique noire, faits d'appropriation*, n°104, déc. 1994, Larousse, Paris, pp[3-5]
- DIEU, M. & P. RENAUD, *l'Atlas linguistique du Cameroun*, CERDOTOLA et Agence de Coopération Culturelle et Technique, Yaoundé, 1983.
- DUMONT, P. & Bruno MAURER, *Sociolinguistique du français en Afrique*, EDICEF/AUPELF, Beaumes-les-Dames, 1995.
- ECHU, G. & Allan W. GRUNDSTROM, *Bilinguisme officiel et communication linguistique au Cameroun*, Peter Lang, New York, 1999.
- FAME NDONGO, J., « Enrichissement du français en milieu camerounais », *le Français langue camerounaise* (Dir.: G. MENDO ZE), 1996.
- GENDREAU-MASSALOUX, M., « La Norme, par défaut », *Le Français à l'Université*, 6^e année, N° 8, Nouvelle série, 4^e trimestre 2001, pp[3-4]
- MENDO ZE, G., *le Français en Afrique noire francophone : le cas du Cameroun*, Éd. ABC, Paris, 1990.
- MANESSY, G., a) *Le Français en Afrique noire, Mythes, stratégies, Pratiques*, L'Harmattan, Paris, 1994.
b) pratique du français en Afrique noire francophone, - MANESSY, G., *Le Français en Afrique noire, Mythes, stratégies, Pratiques*, L'Harmattan, Paris, 1994
- MIDIOHOUAN, G. O., *Portée idéologique et fondements politiques de la francophonie, Peuples noirs, Peuples africains* (Dir. : Mongo Beti), 11^e année, Nos 59-62, Sept-Déc. 1987/ Janv-Avr 1988, Rouen, pp[62-84]
- NGA MINKALA, A., « Le difficile équilibre du bilinguisme au Cameroun », *la Presse*, Montréal, 8 septembre 1984.
- NGALASSO, M. M., « El francés en África : situación, estatuto, problemas de enseñanza », *Las Lenguas y la educación para la paz*, ice/HORSORI, Barcelona, pp[173-180]
- QUEFFÉLEC, A., « Appropriation normes et sentiments de la norme chez des enseignants de français en Afrique centrale », - MANESSY, G., *Le Français en Afrique noire, Mythes, stratégies, Pratiques*, L'Harmattan, Paris, 1994
- QUEMADA, B., « Linguistique et applications pédagogiques », *Langue française : Apprentissage du français langue étrangère*, n° 8, déc. 1970, pp[3-6]
[100-114]
- *Rapport sur l'état de l'éducation en Afrique – 1995, Bureau Régional, de l'UNESCO pour l'Éducation en Afrique (BREDA)*, septembre 1995.
- RENAUD, P.,
a/ « Le français au Cameroun », *Le Français hors de France*, pp[419-437]
b/ « Politogenèse et politique linguistique : le cas du Cameroun », *Le français hors de France*, pp[23-36]
- ROMARY, G., « Présentation des méthodes d'apprentissage du français », *Langue française : Apprentissage du français langue étrangère*, n° 8, déc. 1970, pp[117-127]
- TABARANT, R., « la Coopération dans le secteur de l'éducation », - *Équinoxe 2000, la Coopération France Cameroun*, Ambassade de France au Cameroun, pp[53-56]
- TABI MANGA, J., *les Politiques linguistiques du Cameroun*, Karthala, Paris, 2000.
- WALD, P., « l'Appropriation du français en Afrique noire : une dynamique discursive », *Langue française : le français en Afrique noire, faits d'appropriation*, n°104, déc. 1994, Larousse, Paris, pp[115-124]
- ZE AMVELA, E., « le bilinguisme français-anglais: une option lourde de conséquence en République du Cameroun », *Epasa Moto*, Université de Buea, vol.1, n°2, pp[123-139], 1995.